

PROPOS D'ÉTAPE

POUR UNE ÉCONOMIE PLUS HUMAINE

Claude Robineau

Le développement est de façon avouée depuis une trentaine d'années le sujet principal qui préoccupe, directement ou indirectement, même si elles ne le disent pas, les autorités politiques, financières et morales du monde ; notamment parce que peu de réussites ont marqué les projets entrepris, des succès sont apparus mais en petit nombre là où l'on ne les attendait pas et que, plus fondamentalement, les écarts se sont creusés entre riches et pauvres, entre Nord et Sud, entre les pays dans chacune de ces catégories et, à l'intérieur de chaque pays, entre milieux dirigeants, classes moyennes et laissés pour compte.

Le constat que l'on peut faire est que les hommes se révèlent, où que ce soit et quels que soient leurs titres, parfaitement incapables d'exercer une quelconque maîtrise de l'économie.

Au Sud comme au Nord, l'on crédite de beaucoup de machiavélisme ce qui n'est, en fin de compte, et en dépit des égoïsmes, des profits éhontés, de l'exploitation et des gaspillages, que la résultante d'une profonde incapacité à concevoir, diriger et prévoir. La foi que l'on attache à la planification pour le développement de tant de pays est tout aussi naïve et aveugle que celle que l'on accorde à l'économie libérale pour sortir d'une crise. L'écart entre le rêve et la réalité se retrouve en économie comme dans la guerre, à l'instar de ces historiens qui se fondant sur les récits raisonnés d'états-majors studieux penchés sur leurs cartes trouvent de la stratégie dans le désordre décrit par Tolstoï de forces adverses errant dans le froid, le brouillard et les difficultés du terrain au petit matin d'Austerlitz.

On a pu définir le développement comme la transformation d'une société vers un état jugé meilleur par ses membres. On sait en termes qualitatifs et quantitatifs quel devrait être cet état mais on ne sait en revanche et quelles que soient les actions entreprises si, quand, comment et pourquoi cela arrive. Il en est du développement économique comme de la puissance et du déclin : cela se vit rarement, cela se constate *ex post*. Le développement de l'Afrique, c'est peut-être une évolution technique (sectorielle) de l'agriculture que l'on nomme (peut-être à tort) progrès, des créations indus-

trielles, la constitution de classes moyennes et de milieux d'entrepreneurs, mais c'est aussi des pénuries alimentaires voire des famines, la confrontation à des années de sécheresse, l'obsolescence de nombre d'infrastructures, la croissance de gigantesques agglomérations urbaines de plus en plus difficiles à gérer, des États policés à la dérive, la difficile résolution des problèmes de santé. Ne parlons pas des problèmes de l'Asie ou de l'Amérique latine. Les nouveaux pays industriels, la révolution verte sont certes des réalités tangibles mais à quel prix et que représentent-elles dans l'océan des attentes et des besoins ?

L'économiste se comporte souvent à l'égard des problèmes de développement comme le technicien de projet vis-à-vis du milieu à transformer : de même que celui-ci s'assure de la validité technique, enjoignant au spécialiste des sciences humaines d'obtenir l'adhésion des populations concernées, de même l'économiste traduit par la démarche réductionniste qui lui est propre le projet en un modèle quantifiable qu'il restera aux autres disciplines à retraduire dans les faits. Et les mêmes causes emportent les mêmes effets : la méconnaissance du milieu humain par les techniciens des projets en entraîne l'échec, comme la volonté de l'économiste de méconnaître les conditions socio-culturelles a non moins rigoureusement pour effet de condamner à l'inutile les modèles qu'il élabore.

Les économistes ont approché les phénomènes de développement en termes classiques de flux et de facteurs. L'expression simplifiée à l'extrême en est le cercle vicieux de la pauvreté. Mais les Anglais, toujours pragmatiques, ont très tôt mis l'accent sur les choses tangibles, niveaux de vie, unités domestiques, inventant ainsi la socio-économie, de si belle fortune en Afrique et à l'ORSTOM. Sans le dire, ils proposaient un déplacement tant du champ de l'économique que de sa problématique, soulevant ainsi un point capital de méthode.

Le renouveau des études marxistes, qui coïncida avec l'émergence du développementalisme donna une impulsion (avec une coloration particulière) à l'anthropologie de l'économie que l'on nomma bien adroitement (ou maladroitement, comme on voudra) anthropologie économique. On nouait les insatisfactions d'écoles historiques ou institutionnelles en marge de l'économie classique avec les interrogations d'ethnologues en quête d'économie sous la bannière du matérialisme dialectique élaboré à partir d'une histoire économique de l'Occident européen. Tout comme l'économie politique de Marx se voulait l'instrument d'affranchissement des classes laborieuses, l'anthropologie économique d'inspiration marxiste se proposait la libération des nations prolétaires. Il est resté de l'aventure une théorie de l'évolution des sociétés, pas plus mauvaise qu'une autre, cadre d'analyse convenable mais instrument grossier pour l'étude fine des phé-

nomènes ; quelques concepts que leur adoption généralisée par la communauté scientifique a en quelque sorte laïcisés, dégagés de la connotation quasi religieuse qui les rendait pour le profane d'emploi risqué ; certains thèmes comme l'idée que l'économique est à des degrés divers et selon les sociétés encadrée dans la structure sociale, ou celle de totalité qui réaffirme le caractère social des faits économiques ; l'intérêt de l'histoire pour la compréhension des phénomènes économiques, notamment de développement.

L'anthropologie économique a cédé la place pour l'explicitation du développement à la sociologie des acteurs : on part des opérations de développement, on se place au ras du sol, l'on regarde qui fait quoi, qui veut quoi et l'on remonte le fil directeur qui conduit du paysan de tel village à l'organisme mondial bailleur de fonds en passant par l'encadrement agricole, la société d'intervention, l'État... : on espère ainsi obtenir à travers le repérage de stratégies spécifiques parfois et souvent divergentes une meilleure connaissance des causes d'échecs.

Cette sociologie suppose une base de connaissances socio-économiques que l'économiste a du mal à rassembler. C'est que la connaissance économique elle-même a des lacunes lorsqu'elle dépasse les limites de l'économie enregistrée : États et entreprises dotées d'une comptabilité. Alors les économies paysannes, la vie domestique, le secteur informel exigent des investigations qui s'apparentent à celles des anthropologues et des sociologues, croisant l'observation participante avec l'usage des questionnaires : toute une méthodologie de terrain à maîtriser. Et du coup, la démarche s'inverse, neuve par rapport à celle des classiques : du particulier au général comme la plupart des sciences expérimentales et des disciplines sociales.

On pourrait certes se dire qu'il appartient à ces autres disciplines sociales de faire le travail et que la tâche de l'économiste est de synthétiser et de quantifier ; mais si l'économiste ne recueille pas lui-même les faits de terrain nécessaires à l'élaboration de ses grilles de compréhension, nul ne le fera pour lui : chaque discipline poursuit des objectifs qui lui sont propres. C'est bien pourquoi le présent livre s'est voulu un plaidoyer pour une économie de terrain, pour que nul économiste n'oublie à travers le prisme déformant et l'habitude des rationalisations que la matière première, l'objet et le but de ces dernières ne sont que des humains avec leurs raisons, leurs imprévisibilités et leurs variations.